

Opération vérité de Laurent Berger : la CFDT annonce 623 802 adhérents

Vu 597 fois | Le 16/05/2018 à 18:07 | mis à jour à 18:07 | Réagir (8)



■ Pour Laurent Berger, "celui qui dirait 'ils n'ont que 623 000 adhérents et donc, on peut se passer d'eux' serait totalement inconséquent". Photo François GUILLOT/AFP



À moins de trois semaines de son congrès, le secrétaire général de la CFDT a décidé une opération-vérité sur le nombre de ses adhérents : "Le nombre d'adhérents à la CFDT en 2017 est de 623 802", résultat attesté par les commissaires aux comptes, annonce-t-il dans un entretien à paraître ce jeudi dans Le Progrès.

Moins que les 860 000 revendiqués jusqu'ici, mais...

C'est moins que les 860 000 régulièrement revendiqué depuis des années, mais Laurent Berger en assume le risque. Par souci de transparence, et afin de redonner confiance dans le syndicalisme : "On parle généralement de nombre d'adhérents 'revendiqués' par les organisations. Il n'est pas illogique que certains en doutent."

Il prévient aussi les politiques tentés d'en déduire que les syndicats français seraient décidément en manque de recrues : "Citez-moi un parti politique en mesure d'afficher 623 000 adhérents attestés... Celui qui dirait 'ils n'ont que 623 000 adhérents et donc, on peut se passer d'eux' serait totalement inconséquent."

Conflit SNCF : pas de sortie de grève "pour l'instant"

Laurent Berger affiche par ailleurs sa détermination dans le conflit sur la SNCF, affirmant : "Pour l'instant, nous ne parlons pas de sortie de grève". Même Fermeté sur les revendications salariales des fonctionnaires, en grève le 22 mai : "Il faudra une mesure d'augmentation générale pour les fonctionnaires."

Mais ces démarches unitaires sur la SNCF et la fonction publique ne gommant pas les différences. Interrogé sur la participation de la CGT à la manifestation des partis de gauche le 26 mai, il répond : "Le syndicalisme se perd et ne se met pas en situation de répondre concrètement aux besoins et préoccupations des travailleurs quand il mélange le combat syndical et le combat politique."